



**Sylvain Kahn, Jacques Lévy, Le pays des Européens, Odile Jacob, 2019, 221 p.**

Ce livre écrit par deux spécialistes des questions européennes se fixe comme objectif de définir l'Union européenne que l'on qualifie parfois d'objet politique non identifié. Ce n'est pas très facile, car elle ne rentre pas vraiment dans les catégories juridiques et politiques classiques existantes. Il aborde cette question selon une démarche de science citoyenne, ce qui explique le titre du livre « le Pays des Européens ».

Dans une première partie, il s'agit de « changer de lunette », ce qui n'est pas forcément facile pour le juriste, mais c'est important. « L'Europe n'est pas seulement un ensemble d'Etats, c'est une société. » Les européens ne mesurent pas forcément les effets sociétaux de la libre circulation sur le territoire européen où les frontières intérieures des Etats n'ont plus d'effet direct. On le voit bien avec les difficultés actuelles de réaliser le Brexit. « L'Europe n'est pas un miracle, c'est une histoire et une géographie. » « L'Europe c'est l'égalité dans la liberté. »

La deuxième partie démontre comment « l'Union européenne taille sa route ». Sa construction est une démarche historique inhabituelle de paix vers une « République démocratique d'Europe en assumant son héritage, mais en innovant par la création d'une « organisation démocratique d'Etats-Nations. » Le Brexit, là encore, confirme cette création démocratique. Un Etat européen peut-être candidat pour entrer dans l'Union européenne, rien ne l'y force. De même un Etat membre peut aussi demander à quitter l'Union européenne, en vertu de l'article 50 du TUE, cela se traduit par une « sécession de velours », mais pas par une guerre de sécession. La démocratie continue à l'emporter à cette occasion aussi. Il est vrai que l'Union européenne vit sur un principe fédéral sans être une Fédération. Pour Jacques Delors, l'Union européenne est bien une Fédération d'Etats-Nations dans laquelle la souveraineté est partagée sur certains questions. Pour les auteurs, « l'Europe réinvente la frontière » et « le territoire européen mutualise la souveraineté et les échelles ». « La construction européenne invente « une étaticité multiterritoriale. »

La troisième partie est consacrée aux ambivalences politiques qui se sont développées au sein de certains Etats membres au travers de l'illibéralisme en contradiction avec les valeurs de la démocratie et des droits fondamentaux de l'Union européenne. On pense évidemment à la Hongrie et à la Pologne. Le premier ministre hongrois n'hésite pas à mettre en cause les droits fondamentaux en matière de justice et de presse notamment. Il pervertit la démocratie et devient un modèle pour d'autres responsables politiques en Europe au nom d'un nationalisme européen par exemple face aux migrations qu'il rejette. Avec les « laboratoires autrichien et italien », on assiste à un détournement des valeurs fondatrices de l'Europe. Mais, par ailleurs, si « on crache dans la soupe, on mange la soupe » des financements européens. De ce point de vue, on peut penser qu'on vit une nouvelle phase de la démocratie européenne au travers de deux grandes approches de l'Union européenne, car il ne s'agit plus pour les populistes de la quitter, mais de la changer de l'intérieur.

La quatrième partie, tenant compte des évolutions contemporaines des visions de l'Europe, considère qu'il revient aux européens de décider de l'avenir de cette construction européenne, car il y a en effet

deux modèles qui semblent se faire face. Il revient aux citoyens européens de choisir leur avenir entre, d'un côté les partis populistes europhobes et la droite radicale, de l'autre les partis progressistes europhiles. Cela montre l'importance des élections européennes, notamment celle de 2019. Dans ce livre publié avant les élections, les auteurs manifestaient une certaine inquiétude sur les résultats. Ils devraient être en partie rassurés car les quatre groupes politiques favorables à la construction européenne ont obtenu 511 sièges sur 751 (PPE, Socialistes européens, Démocrates et libéraux, les Verts) Le Parlement européen a un nouveau visage politique. Une démocratie parlementaire plus classique semble émerger. Les groupes politiques plus eurosceptiques, anti-fédéralistes ou nationalistes voient leur présence renforcée avec un total de 173 sièges sans pour autant pouvoir empêcher vraiment l'Europe d'avancer même si les débats seront certainement plus vifs. Mais pour les auteurs, « sans les citoyens européens, l'Europe n'a pas d'avenir. Avec eux, elle devient un beau commencement. » Ils appellent de leur vœux une révolution citoyenne dans le pays des Européens. Une nouvelle démocratie européenne semble se profiler à l'échelle de notre continent.

**Henri Oberdorff**

Professeur émérite de l'Université de Grenoble -Alpes

Président de l'UPEG, le 26 septembre 2019